**MAIRIE
DE
SOUPROSSE**

**COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
du 18 Juillet 2016 à 20 H**

Convocation du 11 Juillet 2016

L'an deux mil seize et le dix-huit juillet à vingt heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Christian DUCOS, Maire.

Présents : M. DUCOS Christian – Mme LAPEYRE Colette – M. JUSTES Christian – Mme DUFAU Sylvie – M. GUEHEL Dominique – Mmes CARRERE Françoise – RASOAMAHARO Marlène - M. DUPOUY Philippe – Mme ROQUES Laurence – M. TAUZIA Philippe – Mme DUBOS Lydie - M. DARRIEUTORT Thierry – MM. COMET Xavier – LABARTHE Jérôme.

Absente excusée : Mme DOUSSAN Béatrice

Secrétaire de séance : Mme LAPEYRE Colette

ORDRE DU JOUR

Approbation du procès-verbal de la séance du 09 Mai 2016

Délibérations :

- DECISION MODIFICATIVE N°1 BUDGET COMMUNE
- SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ANNEE 2016
- FACTURATION DIVERS TRAVAUX
- DEPLACEMENT TEMPORAIRE SECRETARIAT DE MAIRIE ET SALLES DU CONSEIL ET DES MARIAGES
- AMENAGEMENT D'UN POLE ASSOCIATIF AUX ANCIENNES ECOLES : MARCHÉ DE FOURNITURES
- CONTRAT D'APPRENTISSAGE
- CREATION D'UN EMPLOI TEMPORAIRE POUR ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITE
- MOTION DE SOUTIEN A LA CANDIDATURE DE LA VILLE DE PARIS A L'ORGANISATION DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES D'ETE DE 2024
- LOTISSEMENT COMMUNAL « LES TERRASSES DE L'ADOUR » : VENTE DU LOT N°8 A MONSIEUR ET MADAME FOUCAULT
- SYDEC : LOTISSEMENT LES TERRASSES DE L'ADOUR TRANCHE 3 – PROGRAMME RESEAU DP AMENAGEMENT COLLECTIF PUBLIC
- LOCATION CABINETS MEDICAUX AU POLE SANTE SUITE A REORGANISATION

Informations diverses

PREAMBULE

Monsieur le Maire rend hommage aux victimes de l'attentat de Nice survenu au soir du 14 juillet.

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 09 MAI 2016

Approbation à l'unanimité

DECISION MODIFICATIVE N°1 BUDGET COMMUNE

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il convient d'ouvrir des crédits supplémentaires sur le budget principal Commune exercice 2016 pour la mise en place du bardage métallique au boulodrome : opération 1203 – Pôle associatif - boulodrome.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

VOTE comme indiqué ci-dessous la décision modificative n°1 du budget Commune année 2016.

SECTION D'INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
ARTICLE	MONTANT	ARTICLE	MONTANT
2313 (Op. 1203)	800,00 €		
Constructions			
2313 (Op.1403)	- 800,00 €		
Constructions			

SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS ANNEE 2016

VU le budget primitif 2016 de la commune voté le 21 Mars 2016 et notamment l'annexe « Subventions versées dans le cadre du vote du budget » listant les associations bénéficiaires d'une subvention ainsi que le montant accordé par le conseil municipal,

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée les conditions obligatoires pour en obtenir le versement, à savoir, une demande par courrier sollicitant l'octroi d'une subvention, accompagnée du bilan financier 2015 et du budget prévisionnel 2016.

Monsieur le Maire précise que quatre associations ont sollicité une subvention :

- Club de basket Cauna Souprosse Aurice 1 000 €
- Club de gymnastique volontaire 200 €
- Conseil local des Parents d'élèves (activité piscine 2016) 400 €
- ACCA 600 €

Sur proposition de Monsieur le Maire,
Le Conseil municipal, après délibération,

AUTORISE Monsieur le Maire à verser les subventions accordées aux associations ci-dessus dénommées.

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle d'un montant de 600 € à l'ACCA pour aider à financer les dépenses engagées pour l'inauguration du local ACCA.

FACTURATION DIVERS TRAVAUX

Monsieur le Maire informe l'assemblée que divers travaux ont été effectués par les employés communaux chez les particuliers et propose de facturer respectivement ces travaux aux propriétaires des parcelles concernées,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

ACCEPTE la proposition de Monsieur le Maire,

DECIDE de facturer les divers travaux réalisés :

- **travaux chez M BRIEY (évacuation de déchets verts) – 203 Route de Jeanbidaou - pour un montant total de 100,00 €**
 - tracteur + remorque : 2 h x 30 € = 60,00 €
 - Main d'œuvre : 2 h x 20 € = 40,00 €

- **travaux de fauchage chez M. KERN – 1520 Route de Meilhan - pour un montant total de 50,00 €**
fauchage (forfait 50 € l'h main d'œuvre + matériel):
1 h x 50 € = 50 €

- **travaux de fauchage chez M. RESENDE Emmanuel (1216 Chemin de Peyre) pour un montant total de 50 € :**
fauchage (forfait 50 € l'h main d'œuvre + matériel):
1 h x 50 € = 50 €

- **travaux sur bâtiment des kinésithérapeutes à facturer à SARL DUVERGER et BOURET – Chemin de PADET – 40630 LUGLON - pour un montant total de 26,00€**
 - télescopique : 0,50 h x 32 € = 16,00 €
 - Main d'œuvre : 0,50 h x 20 € = 10,00 €

- **travaux de fauchage terrain chez Mme LENIR DUPRAT- 2 ter impasse Meiller- 33640 BEAUTIRAN - pour un montant total de 25,00 €**
fauchage (forfait 50 € l'h main d'œuvre + matériel):
0,50 h x 50 € = 25 €

DEPLACEMENT TEMPORAIRE SECRETARIAT DE MAIRIE ET SALLES DU CONSEIL ET DES MARIAGES
--

Monsieur le maire expose ce qui suit à l'assemblée,

Dans le cadre de la mise en œuvre des travaux de réhabilitation de la mairie et sa mise en accessibilité, il est nécessaire pour des raisons de sécurité, d'interdire l'accès à l'ensemble du bâtiment et donc de procéder au déplacement de la salle du conseil municipal, de la salle des mariages et du secrétariat de mairie.

Les travaux ont démarré début juillet 2016.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de se prononcer

- sur l'affectation temporaire de la salle polyvalente sise Place Sports et Loisirs en salle du conseil municipal et des mariages
- sur l'affectation temporaire des salles arrières à la salle polyvalente sise Place Sports et Loisirs, pour le secrétariat de Mairie et la conservation des registres d'Etat Civil

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il a sollicité en ce sens Monsieur le Procureur de la République.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Décide de fixer en annexe de la mairie pendant les travaux de réhabilitation du bâtiment sis 281 ave du 8 mai 1945 :

- la salle polyvalente pour l'organisation des réunions du conseil municipal et la célébration des mariages
- les salles arrières de la salle polyvalente pour le secrétariat de mairie et la conservation des registres d'état civil

Autorise Monsieur le Maire à signer les documents relatifs à ces transferts.

AMENAGEMENT D'UN POLE ASSOCIATIF AUX ANCIENNES ECOLES : MARCHE DE FOURNITURES
--

Monsieur le Maire rapporte à l'assemblée les conditions de dévolution du marché public de fournitures concernant l'aménagement d'un pôle associatif aux anciennes écoles.

La procédure de passation du marché retenue par la commune est le marché à procédure adaptée passé en application des dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics.

Un avis d'appel public à la concurrence a été mis en ligne sur le site www.landespublic.org le 20 mai 2016, conformément à la réglementation sur la dématérialisation des procédures.

La date limite de réception des offres a été fixée au lundi 20 juin 2016 à 12 h 00.

Cette consultation est divisée en 8 lots. Les marchés qui seront conclus à la suite de la procédure engagée auront pour objet l'exécution de :

- Lot n° 1 – Revêtement sols et murs
- Lot n° 2 – Plâtrerie Isolation
- Lot n° 3 – Electricité générale
- Lot n° 4 – Peintures
- Lot n° 5 – Equipement cuisines
- Lot n° 6 – Mobilier
- Lot n° 7 – Zinguerie
- Lot n° 8 – Menuiseries intérieures - extérieures alu -PVC

La commission d'appel d'offres s'est réunie le 18/07/2016 pour procéder à l'ouverture des plis. Après ouverture de l'enveloppe, il a été procédé à l'analyse des pièces administratives et des capacités techniques demandées au règlement de consultation.

Aucune offre ne nous est parvenue pour les lots suivants :

- lot 1 : Revêtements sols et murs
- lot 2 : Plâtrerie Isolation
- lot 7 : Zinguerie

Toutes les autres candidatures sont conformes administrativement et répondent aux critères de choix en terme de références ou de qualification pour ce type d'opération.

Selon le règlement de consultation, l'attributaire du marché sera choisi sur la base des critères de sélection suivants et selon la pondération suivante :

Cycle de vie – coût direct : 60 %

Valeur technique de l'offre : 30 %

Insertion professionnelle : 10 %

Après examen et analyse des offres, la commission d'appel d'offres réunie le 18 juillet 2016 a décidé de retenir les entreprises ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses appréciées en fonction des critères énoncés dans le règlement de la consultation. C'est sur cette base que les entreprises ont été définitivement choisies.

Le Conseil Municipal, après délibération, à l'unanimité,

DECIDE d'attribuer les lots aux entreprises suivantes :

		ENTREPRISE	TOTAL EN € HT
Lot 03 :	Electricité générale	SLTE	9 594,36
Lot 04 :	Peintures	Couleurs de TOLLENS	1 085,42
Lot 05 :	Equipement cuisines	SCOP ESCRIBA	6 974,00
Lot 06 :	Mobilier	MEFRAN COLLECTIVITES	3 677,43
Lot 08 :	Menuiseries intérieures extérieures	SOFED	30 948,00
TOTAL			52 279,21

AUTORISE Monsieur le Maire à signer toutes les pièces relatives à la passation de ces marchés avec les diverses entreprises retenues.

AUTORISE Monsieur le Maire à recourir au marché négocié sans publicité ni mise en concurrence pour les trois lots infructueux :

- lot 1 : Revêtements sols et murs
 - lot 2 : Plâtrerie Isolation
 - lot 7 : Zinguerie
-

CONTRAT D'APPRENTISSAGE

Monsieur le Maire expose :

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code du travail,

VU la Loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie,

VU la Loi n° 92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,

VU le Décret n° 92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et son expérimentation dans le secteur public,

VU le Décret n° 93-162 du 2 février 1993, relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial,

Vu la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

VU le décret n°2006-501 du 3 mai 2006 relatif au Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique

VU l'avis du Comité Technique.

CONSIDÉRANT que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans (sans limite d'âge supérieure pour les personnes handicapées) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration ; que cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre ;

CONSIDÉRANT que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises par lui ;

CONSIDÉRANT que le Centre de gestion de la Fonction Publique Territoriale des Landes et le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique accompagnent sur les plans financier, administratif et technique, les collectivités publiques dans l'intégration d'apprentis en situation de handicap ;

CONSIDÉRANT qu'après avis favorable du Comité Technique, il revient au Conseil municipal de délibérer sur la possibilité de recourir au contrat d'apprentissage ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal à la majorité :

DÉCIDE le recours au contrat d'apprentissage aménagé,

DÉCIDE de conclure dès la rentrée scolaire 2016/2017, un contrat d'apprentissage conformément au tableau suivant :

Service	Nombre de postes	Diplôme préparé	Durée de la Formation
Services techniques	1	Baccalauréat professionnel	3 ans

PRECISE que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de la commune, au chapitre 012, article 6413 de nos documents budgétaires,

AUTORISE le Maire à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation d'Apprentis et le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Landes pour la mise en œuvre d'une action d'accompagnement dans le cadre d'un contrat d'apprentissage aménagé.

CREATION D'UN EMPLOI TEMPORAIRE POUR ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITE

Monsieur le Maire expose au conseil municipal qu'il est nécessaire de prévoir la création d'un emploi temporaire à temps complet d'adjoint technique territorial 2^{ème} classe en raison d'un accroissement saisonnier d'activité dans les services techniques de la commune de Souprosse, pour la période du 1^{er} août au 10 août 2016.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, article 3 2°,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Après en avoir délibéré, DECIDE :

- de créer un emploi temporaire à temps complet à raison de 35 heures par semaine d'adjoint technique territorial 2^{ème} classe pour la période du 1^{er} août au 10 août 2016 pour faire face à l'accroissement saisonnier d'activité dans les services techniques de la commune.
 - que l'agent recruté sera chargé d'assurer les fonctions polyvalentes suivantes :
 - entretien des espaces verts
 - entretien et nettoyage des locaux du patrimoine de la collectivité
 - entretien de la voirie, des espaces publics, des cimetières, des réseaux divers
 - que l'agent recruté sera rémunéré sur la base de l'indice brut 340 correspondant au 1^{er} échelon de l'échelonnement indiciaire du grade de d'adjoint technique territorial 2^{ème} classe, emploi de catégorie hiérarchique C, échelle 3.
 - que le recrutement de l'agent se fera par contrat de travail de droit public conformément à l'article 3 -2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.
 - que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitre et article prévus à cet effet,
 - que Monsieur le Maire est chargé de procéder aux formalités de recrutement.
-

MOTION DE SOUTIEN A LA CANDIDATURE DE LA VILLE DE PARIS A L'ORGANISATION DES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES D'ETE DE 2024

Le Conseil Municipal,

Vu l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant que les Jeux Olympiques et Paralympiques incarnent des valeurs sportives, éducatives et citoyennes auxquelles la commune de SOUPROSSE est attachée ;

Considérant que la ville de Paris est candidate à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques d'été 2024 ;

Considérant, qu'au delà de la Ville de Paris, cette candidature concerne l'ensemble du pays ;

Considérant que l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques à Paris en 2024 aura nécessairement des retombées positives sur la pratique sportive et les politiques conduites par la commune en ce domaine ;

Considérant que la commune de SOUPROSSE souhaite participer à la mobilisation autour de ce projet.

Après en avoir délibéré :

Apporte son soutien à la candidature de la Ville de Paris à l'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques d'été 2024 et émet le voeu que cette candidature soit retenue par le Comité International Olympique.

LOTISSEMENT COMMUNAL « LES TERRASSES DE L'ADOUR » : VENTE DU LOT N°8 A MONSIEUR ET MADAME FOUCAULT

VU la demande de permis d'aménager N° PA 040 309 13 C 0001 présentée le 09 Avril 2013 par la Commune de SOUPROSSE pour la réalisation d'un lotissement communal de 28 lots, sur un terrain situé avenue du 19 mars 1962, lieu-dit « Pourquoi »,

CONSIDERANT l'arrêté N° 2013-07-01 en date du 08 Juillet 2013 accordant un permis d'aménager au nom de la Commune de Souprosse pour la réalisation du lotissement communal de 28 lots « Les Terrasses de l'Adour »,

CONSIDERANT l'arrêté N° 2014-06-06 en date du 07 Juin 2014 autorisant la vente des lots n° 1 à 28, avant l'exécution des travaux de finition du lotissement « Les Terrasses de l'Adour »,

CONSIDERANT la délibération du Conseil Municipal du 18 Novembre 2013 déterminant les prix des 28 lots,

VU le plan de bornage établi le 07/08/2014 par M. Robert BRANCHARD, géomètre expert foncier à TARTAS,

CONSIDERANT la convention de réservation du 21/05/2016 signée entre Monsieur et Madame FOUCAULT, demeurant ensemble à LOURQUEN (Landes), 1152 Route de Mugron, et la Commune représentée par son Maire, M. Christian DUCOS, par laquelle Monsieur et Madame FOUCAULT s'engagent à acquérir le lot n°8, cadastré sous le n° 473 de la section V,

d'une superficie de 782 m², pour y édifier une résidence à usage d'habitation, moyennant la somme globale de TRENTE CINQ MILLE EUROS (35 000 €) TVA sur marge incluse.

Monsieur le Maire invite le Conseil municipal à prendre connaissance de ces documents et à délibérer sur l'opportunité de la vente de ce lot à Monsieur et Madame FOUCAULT.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'acte de cession à intervenir en vue de la vente à Monsieur et Madame FOUCAULT du lot n° 8 du lotissement communal « Les Terrasses de l'Adour » d'une contenance de 782 m² moyennant le prix de TRENTE CINQ MILLE EUROS (35 000 €) TVA sur marge incluse, que les intéressés s'engagent à payer comptant à la signature de l'acte y compris les frais afférents à cette vente.

SYDEC : LOTISSEMENT LES TERRASSES DE L'ADOUR TRANCHE 3 – PROGRAMME RESEAU DP AMENAGEMENT COLLECTIF PUBLIC
--

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'il a reçu une étude réalisée par le SYDEC des Landes concernant le programme réseau distribution publique aménagement collectif public pour le lotissement communal « Les Terrasses de l'Adour – Tranche 3.

Le plan de financement des travaux se décompose comme suit :

Réseau DP aménagement collectif public

- création de 2 départs BT sur le poste du lotissement
- Génie civil sur 166 m avec des tranchées en terrain vierge et des tranchées en traversées de chaussée.
- Pose de 156 mètres de réseau souterrain Basse Tension et 40 mètres de réseau souterrain Basse tension ainsi que 81 m de réseau de branchement

Montant estimatif TTC	19 466 €
TVA pré financée par le SYDEC	3 046 €
Montant HT	16 420 €
Subventions apportées par SYDEC	6 568 €
Participation communale	9 852 €

Eclairage public rural lotissement

- Génie civil sur 242 m avec des tranchées en terrain vierge et des tranchées en traversée de chaussée.
- Pose de 292 mètres de fourreaux plus câblette pour futur éclairage public

Montant estimatif TTC	5 579 €
TVA pré financée par le SYDEC	873 €
Montant HT	4 706 €
Subventions apportées par SYDEC	3 106 €
Participation communale	2 473 €

Infrastructure génie civil

- Génie civil sur 170 m avec des tranchées en terrain vierge et des tranchées en traversée de chaussée.
- Fourniture et pose de 926 mètres de fourreaux 42/45
- Fourniture et pose de deux chambres L3T avec cadres et tampons
- Fourniture et pose de 9 regards 30/30

Montant estimatif TTC	8 787 €
TVA pré financée par le SYDEC	1 375 €
Montant HT	7 412 €
Subventions apportées par SYDEC	2 197 €
Participation communale fonds libres	6 590 €

Sur largeur tranchée réseaux divers

- Sur largeur de tranchée sur 173 mètres pour pose de conduite d'eau potable

Montant estimatif TTC	2 010 €
TVA pré financée par le SYDEC	314 €
Montant HT	1 695 €
Participation communale	2 010 €

RECAPITULATIF

Montant estimatif TTC	35 842 €
TVA	5 609 €
Montant HT	30 233 €
Subventions apportées par SYDEC	11 871 €
Participation communale totale	20 925 €

Dont

Participation communale exclusive en Fonds libre 6 590 €
Participation communale autorisée sur emprunt 14 335 €

Sur proposition de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, après délibération

APPROUVE à l'unanimité le projet présenté par Monsieur le Maire

PRECISE que la commune s'engage à rembourser le montant de la participation communale, conformément au plan de financement proposé par le SYDEC :

Participation communale exclusive en Fonds libre 6 590 €

La Participation communale autorisée sur emprunt se fera sur fonds libre soit 14 335€

Monsieur le Maire expose ce qui suit,

Considérant la demande de résiliation du bail à usage professionnel par Mmes DEPREZ et CONDE représentant la SCM KINE SOUPROSSE, avec effet au 1^{er} juillet 2016,

Il convient de procéder à la réorganisation du pôle santé en intégrant dans les locaux Mme LAFAURIS Elodie, orthophoniste et Monsieur Fabien PASCARD, réflexologue plantaire actuellement installés dans la salle paroissiale appartenant à l'AEIPL.

Pour ce faire, quelques travaux d'aménagement intérieur sont programmés dans le courant de cet été.

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE d'attribuer une partie du local du Pôle santé situé au n° 50 avenue Hagenthal le Bas – 40250 SOUPROSSE à Madame Elodie LAFAURIS pour y installer son cabinet d'orthophoniste.

La location prend effet le 05 septembre 2016.

DECIDE d'attribuer une partie du local du Pôle santé situé au n° 50 avenue Hagenthal le Bas – 40250 SOUPROSSE à Monsieur Fabien PASCARD pour y installer son cabinet de réflexologue plantaire.

La location prend effet le 05 septembre 2016.

PRECISE qu'il s'agit de locations à usage professionnel pour une durée de 6 ans renouvelables par tacite reconduction.

Le montant des loyers mensuels s'élèvera à

- 400 € pour Mme Elodie LAFAURIS
- 200 € pour M Fabien PASCARD

DECIDE de demander à Madame LAFAURIS et Monsieur PASCARD le versement d'une caution représentant un mois de loyer.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les contrats de bail à usage professionnel avec Madame LAFAURIS et Monsieur PASCARD.

Informations diverses :

Subventions voyages scolaires :

Le Conseil Municipal attribue les subventions suivantes conformément à la délibération du 25 octobre 2010 :

- 75 € à la famille JUSTES, pour l'enfant Melveen, domicilié 1057 Route de Cauna à SOUPROSSE, pour aider à financer un voyage scolaire en Espagne du 03 au 08 avril 2016,
- 75 € à la famille DUPRAT, pour l'enfant Grégoire, domicilié 331 Route de Meilhan à SOUPROSSE, pour aider à financer un séjour culturel en Angleterre du 21 au 27 mai 2016,
- 117,25 € à la famille DAUGE répartis comme suit :

- 42,25 € pour l'enfant Marc DAUGE domicilié 232 rue du 8 mai 1945 à SOUPROSSE, pour aider à financer un voyage scolaire en Espagne du 03 au 08 avril 2016
- 75 € pour l'enfant Jean DAUGE domicilié 232 rue du 8 mai 1945 à SOUPROSSE, pour aider à financer un voyage scolaire en Angleterre du 03 au 08 avril 2016
- 75 € à la famille DUCAMP, pour l'enfant Corentin DUCAMP domicilié 90 Route de Jeanbidaou à SOUPROSSE, pour aider à financer un séjour culturel en Espagne du 05 au 10 juin 2016
- 75 € à la famille SAUQUERE, pour l'enfant Agnès, domiciliée 164 Route de Tartas à SOUPROSSE, pour aider à financer un voyage scolaire en Angleterre du 21 au 27 mai 2016.
- 75 € pour la famille LOUGUET, pour l'enfant Jean LOUGUET, domicilié 255 avenue Hagenthal le Bas, pour aider à financer un voyage scolaire en Espagne du 05 au 10 juin 2016.

Situation comptable au 30/06/2016 – budget commune:

Sylvie DUFAU, adjointe en charge des finances présente la situation comptable du budget commune arrêtée au 30 juin 2016.

SIETOM DE CHALOSSE :

Marlène RASOAMAHOARO donne le compte rendu de la réunion sur la démarche éco exemplarité des collectivités présentée par le SIETOM de Chalosse au bureau des maires à la CCPT.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance.
Fait et délibéré les jour, mois et an que-dessus.